


COMMUNIQUE DE PRESSE DU 30 JANVIER 1992

Le Gouvernement Rwandais continue à propager l'information selon laquelle le Chef d'Etat Ugandais et le Chef d'Etat Rwandais auraient convenu de prendre plusieurs mesures en vue de rechercher de manière résolue une solution pacifique et durable au conflit actuel. Des écrits colportant de tels propos sont notamment répandus par certaines ambassades du Rwanda. Ces écrits veulent accroire que le conflit actuel qui sévit au Rwanda depuis plus de 15 mois opposerait le Rwanda à l'Uganda.

Ce conflit est en réalité une guerre civile mettant aux prises le Gouvernement Rwandais et son opposition armée, le FPR. Les deux belligérants: le Gouvernement Rwandais et le FPR ont signé les accords de cessez-le-feu de N'sélé (Zaire) le 29/3/91, sous les auspices de l'OUA, mais le Gouvernement Rwandais ne veut pas les respecter. Cet accord prévoyait entre autres, dans le cadre du respect des droits de l'homme, la "libération de toutes les personnes arrêtées par et à cause de cette guerre" par le Gouvernement Rwandais (Art II, 4) en même temps qu'il imposait (voir Art I, définition des hostilités) le respect des droits de l'homme. Aucune de ces clauses n'a été respectée (voir Comité pour le Respect des Droits de l'Homme et la Démocratie au Rwanda; "Quatorze mois de répression au Rwanda, le processus de démocratisation en péril." Décembre 1991, CRDDR, Parkstraat 219, 3000 Leuven, Belgique)

Les causes de cette guerre : ségrégation institutionnalisée, prévarication, massacres de civils comme à Bigogwe etc... sont propres à la situation rwandaise. Pour le changement de celle-ci, l'opposition non armée est aussi engagée dans une partie de bras de fer avec le pouvoir, comme en témoignent les violentes manifestations du 08 janvier 1991. Comment le Président Ugandais pourrait-il prendre des mesures pour enrayer des problèmes propres au Rwanda?

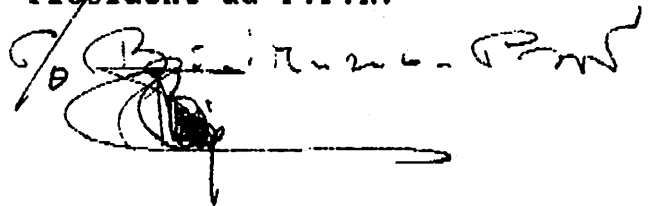
Le Gouvernement Rwandais veut donner un caractère régional au conflit en provoquant les pays voisins, le Burundi et l'Uganda surtout. Si ces pays étaient impliqués dans la guerre, il y a longtemps, depuis plus d'un an que dure la guerre que la vérité aurait éclaté.



Visiblement la réunion du 18 janvier 1992 à Mwanza, entre les Chefs d'Etat du Burundi, de l'Uganda et du Rwanda, avait pour but, tout comme celle qui l'avait précédée de peu à BANDAKA regroupant les Présidents Rwandais, Burundais et Zairois, d'examiner les problèmes de sécurité causés à ces pays par le Gouvernement Rwandais.

Mais cela est-il même possible avec le Président Rwandais qui cherche les moyens de continuer la guerre à tout prix? Les facilités dont il dispose à cet égard font qu'il ne fait preuve d'aucune bonne disposition pour la paix, raison pour laquelle les négociations du 14-15 janvier 1992 entre le Gouvernement Rwandais et le FPR n'ont abouti à aucun résultat.

Bruxelles 30 janvier 1992
Col. Alexis Kanyarengwe
Président du F.P.R.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Kanyarengwe', written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat illegible.